

LES FRANÇAIS ET L'ÉTAT DES INÉGALITÉS DANS LA SOCIÉTÉ



Marion Chasles-Parot*
Jérôme Fourquet**

* Chargée d'études senior
au sein du département
« Opinion et stratégies
d'entreprise », lfop

** Directeur du
département « Opinion
et stratégies d'entreprise »,
lfop

Cinq ans après une première enquête menée sur le même thème au début de la crise, la Fondation Jean-Jaurès a souhaité revenir sur la perception qu'ont les Français des inégalités à travers une nouvelle enquête. Celle-ci, menée du 6 au 11 mai 2015 auprès d'un échantillon de 2 860 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, atteste du consensus de nos concitoyens autour de l'importance des inégalités qui traversent la société française même si, selon leur appartenance sociale ou politique, ils ne s'avèrent pas sensibles aux mêmes injustices. Si les Français font état de peu de résignation et de fatalisme et attendent de leurs responsables politiques qu'ils prennent la mesure de ce problème et agissent pour une société plus égalitaire, la stratégie fiscale à mener pour y parvenir fait elle l'objet de forts clivages partisans.

Le constat massivement partagé d'une société injuste...

Trois quarts des Français s'accordent aujourd'hui pour dire que notre société est injuste (76 %) et même un quart quasiment qu'elle est « très injuste » (23 %), des perceptions stables depuis 2010 qui attestent de l'ancrage de ce ressenti, de son ancienneté et de sa profondeur. Ainsi les cinq années de crise supplémentaires qui ont séparé la réalisation de ces deux enquêtes ainsi que l'arrivée de la gauche au pouvoir n'ont-elles apparemment pas permis de faire bouger les choses en termes de perceptions.

Alors même que les jeunes sont les plus frappés par le chômage, le sentiment d'injustice augmente avec l'âge des interviewés (de 70 % des 18-24 ans à 80 % des 65 ans et plus), ce qui pourrait indiquer que la société française est devenue plus injuste que par le passé et que les personnes âgées, les plus à même de faire la comparaison, ressentiraient davantage cette évolution.

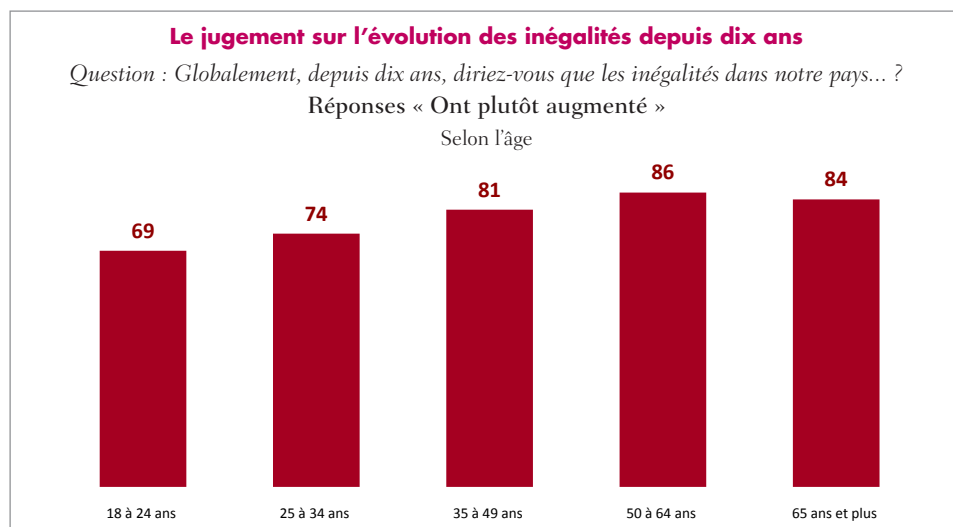
Par ailleurs, si l'écart entre les catégories socioprofessionnelles (CSP) aisées et les CSP modestes est assez traditionnel et attendu (66 % des CSP+ contre 77 % des professions intermédiaires et des CSP-), il existe peu d'écart entre les sympathisants de gauche et de droite (71 % pour les premiers, 76 % pour les seconds), ce qui s'explique sans doute par le fait que les nombreuses injustices perçues ne soient pas les mêmes à gauche et à droite.

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



... et encore plus prégnant en ce qui concerne le développement des inégalités depuis dix ans

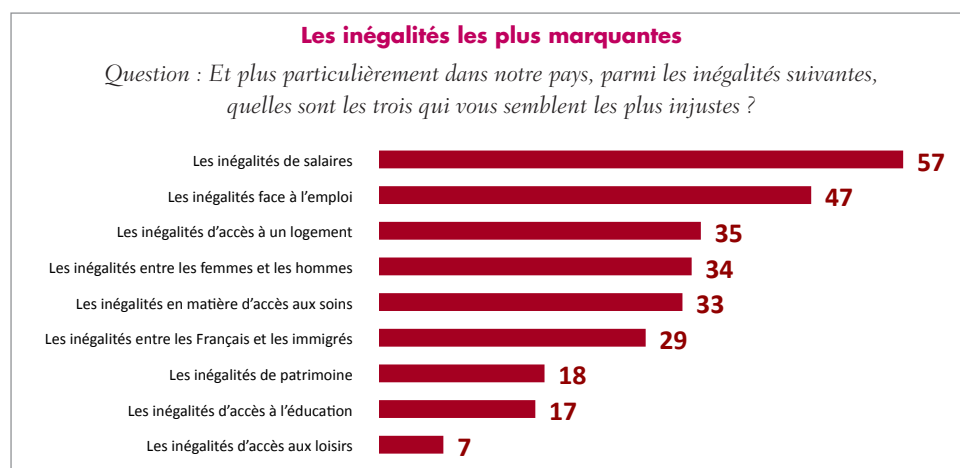
Huit Français sur dix estiment globalement que, depuis dix ans, les inégalités ont plutôt augmenté en France (80 %). Seulement 8 % des interviewés pensent à l'inverse qu'elles ont diminué, ce qui doit interroger sur la trace et le sens produits par la politique de la gauche au pouvoir. Plus précisément, si 74 % des sympathisants du Parti socialiste pensent que les inégalités ont augmenté ces dernières années, indiquant que l'action de réduction des inégalités entamée par le gouvernement n'est apparemment pas des plus visibles, cette proportion s'établissait à 90 % en 2010. La baisse est donc significative puisqu'elle atteint seize points, mais elle renvoie sans doute en partie à un réflexe partisan qui incite à évaluer plus positivement une situation quand son « camp » est aux responsabilités. On voit ainsi ce mécanisme jouer dans le sens inverse au sein de l'électorat UMP où la proportion de personnes estimant que les injustices ont plutôt augmenté est passée de 65 % en 2010 à 77 % (+12 points) aujourd'hui. Là encore, et ce qui conforte notre hypothèse étayée plus haut, ce sont les personnes les plus âgées qui ressentent le plus la montée de l'injustice par rapport au passé.



La question des salaires et de l'emploi au cœur des inégalités

À la question de savoir quelles sont, en France, les trois inégalités les plus injustes, plus de la moitié des personnes interrogées citent les salaires (57 %), ce qui traduit bien le problème lancinant du pouvoir d'achat, mais correspond également à une réalité objective mise récemment en lumière par l'OCDE. Les inégalités de patrimoine n'étant elles citées que par 18 % des interviewés, la problématique est donc bien plus pour l'opinion celle du flux et de la constitution du patrimoine que celle du stock (sa détention). Dans ce cadre, une vraie réflexion serait à mener sur la politique fiscale, d'autant plus que d'autres études ont montré l'extrême opposition de l'opinion à la taxation des héritages par exemple.

Deuxième inégalité marquante en cette période de chômage élevé, les injustices face à l'emploi, qui sont mentionnées par près de la moitié des interviewés (47 %). Les Français semblent s'accorder sur ce point, peu de clivages se faisant jour.



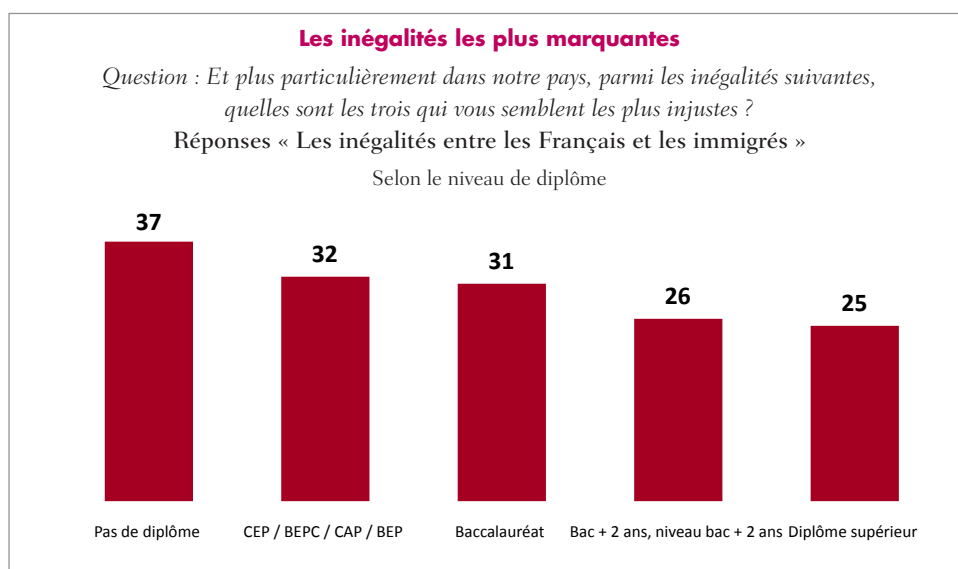
Mais *in fine*, une multiplicité d'inégalités taraude la société française, ce qui contribue à nourrir le sentiment d'une société injuste où les iniquités diverses se logent à différents niveaux. Ces inégalités ne sont pas ressenties avec la même intensité dans toute la population, certaines catégories se percevant plus exposées que d'autres à telle ou telle problématique. Cette situation explique que les scores enregistrés sur ces inégalités, quoique élevés, n'atteignent pas les niveaux constatés sur les salaires et l'emploi.

- Les inégalités face au logement recueillent 35 % des citations et ne semblent pas tant relever d'une question d'âge – on pourrait en effet imaginer que les plus jeunes jugent difficile l'accès à la propriété ou qu'ils témoignent de problèmes à louer un bien à cause de la caution – que d'une dimension géographique. En effet, 29 % des habitants en zone rurale mentionnent cette inégalité (-6 points par rapport à l'ensemble), contre 35 % en zone urbaine de province (=) et 41 % en Île-de-France (+6 points), attestant d'une vraie tension sur le marché de l'immobilier francilien.
- Un tiers des Français juge les inégalités hommes/femmes comme faisant partie des plus marquantes (34 %), des inégalités davantage ressenties par les femmes (39 %), plus concernées, que par les hommes (28 %) – elles arrivent dès lors en troisième position chez les femmes, mais au cinquième rang seulement chez les hommes. Dans le détail, on constate d'ailleurs que l'écart hommes/femmes est particulièrement marqué chez les plus jeunes, comme le montre le tableau ci-dessous.

Les jeunes hommes moins sensibilisés aux inégalités de sexe

	En %	Écarts
Hommes de moins de 35 ans	23 %	+17 points
Femmes de moins de 35 ans	40 %	
Hommes de plus de 35 ans	30 %	+8 points
Femmes de plus de 35 ans	38 %	

- Les inégalités en matière de soins sont elles aussi reconnues par un tiers des Français (33 %). Dès lors, on peut comprendre au regard de ce chiffre pourquoi toute réforme du système de santé suscite de tels débats au sein de la société française. Sur cette question par ailleurs, un double clivage apparaît :
 - . générationnel : les plus âgés, qui « consomment » davantage de médecine avec l'âge, sont assez logiquement plus sensibles à cette thématique (de 26 % des 18-24 ans à 39 % des 65 ans et plus),
 - . géographique (37 % des ruraux, 34 % des urbains de province, 28 % des Franciliens), preuve que la problématique des déserts médicaux est toujours d'actualité.
- Les inégalités entre les Français et les immigrés recueillent 29 % des citations, notamment de la part des moins diplômés.



Cette sensibilité des moins diplômés renvoie à une très forte polarisation de l'électorat Front national sur cette question (43 % de citations, soit la seconde inégalité après le salaire dans cet électorat) et à l'exposition des populations issues de l'immigration (54 % de citations parmi les personnes de confession musulmane, soit la seconde inégalité après l'emploi).

- Enfin, dans un contexte où la réforme du collège a pourtant déchaîné les passions, on relèvera que l'inégalité d'accès à l'éducation n'est citée que par 17 % des personnes interrogées.

La hausse des inégalités perçues trouverait en partie son origine dans la mondialisation

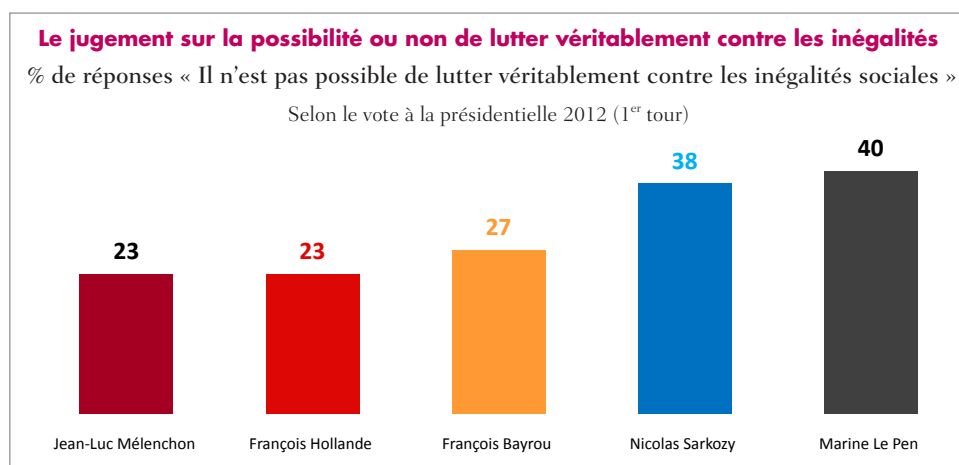
Pour trois quarts des Français, la mondialisation a pour effet d'accroître les inégalités entre les riches et les pauvres dans notre pays (76 %) : elle est ainsi perçue comme l'un des principes actifs expliquant le creusement des inégalités, notamment auprès des habitants de province (79 % vs 68 % pour ceux résidant en agglomération parisienne). Ce jugement, qui renvoie à la grille de lecture donnant à voir la société française structurée désormais

entre « gagnants » et « perdants » de la mondialisation, est très largement répandu et n'a pas perdu de terrain en cinq ans (-1 point).

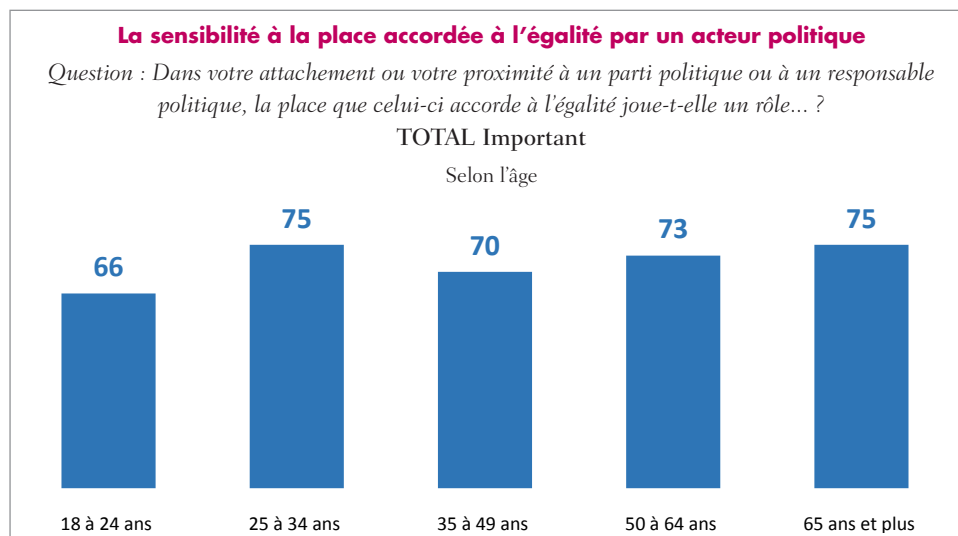
La mondialisation est également ressentie, comme en 2010, comme un facteur aggravant d'inégalités entre les pays pauvres et les pays riches (67 %). Mais il est intéressant de constater que cet aspect souvent critiqué fait un peu moins recette que celui du creusement des inégalités au sein même de notre pays.

Face à la montée des inégalités, peu de résignation ou de fatalisme

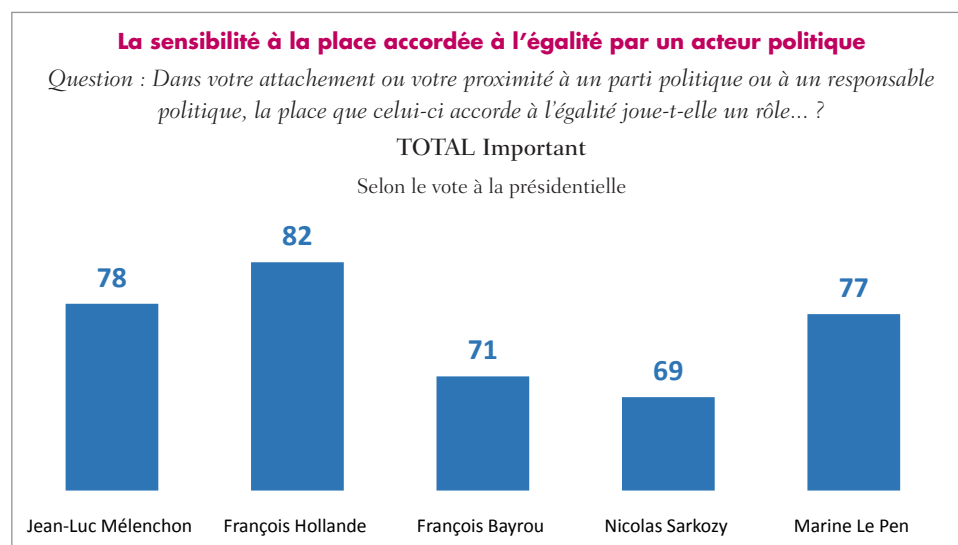
Deux tiers des Français pensent qu'il est possible de lutter contre les inégalités sociales (68 %). Ici aussi, les opinions et convictions semblent bien ancrées et peu sensibles aux aléas de la conjoncture économique et politique, quasiment aucune évolution ne se faisant jour par rapport à 2010 (+2 points). Si le clivage gauche-droite était peu opérant concernant le fait de savoir si la société était juste ou injuste, il réapparaît avec force sur cette question avec des écarts de quinze points entre l'électorat Hollande (77 %) et Sarkozy (62 %). C'est dans l'électorat frontiste que l'idée d'une impossibilité de lutter contre les inégalités est la plus répandue (40 %, +8 points par rapport à l'ensemble), ce qui démontre un positionnement psychologique particulier de cet électorat assez résigné face à l'existence des inégalités.



En cohérence avec cette croyance largement majoritaire en la capacité de lutter contre les inégalités, près de trois Français sur quatre se disent sensibles à la place accordée à l'égalité par un acteur politique dans son programme et ses prises de position (72 %). La lutte contre les inégalités apparaît donc comme une croyance forte vis-à-vis du politique et comme un déterminant important du choix électoral et partisan des Français. Cela est particulièrement vrai pour les tranches d'âges les plus élevées qui, nous l'avons vu, sont les plus sensibles aux inégalités (de 66 % des 18-24 ans à 75 % des 65 ans et plus).



On retrouve ici également la manifestation du clivage gauche/droite, l'importance de la place accordée à l'égalité par les acteurs publics déclinant au fur et à mesure que l'on se dirige vers la droite de l'échiquier politique.

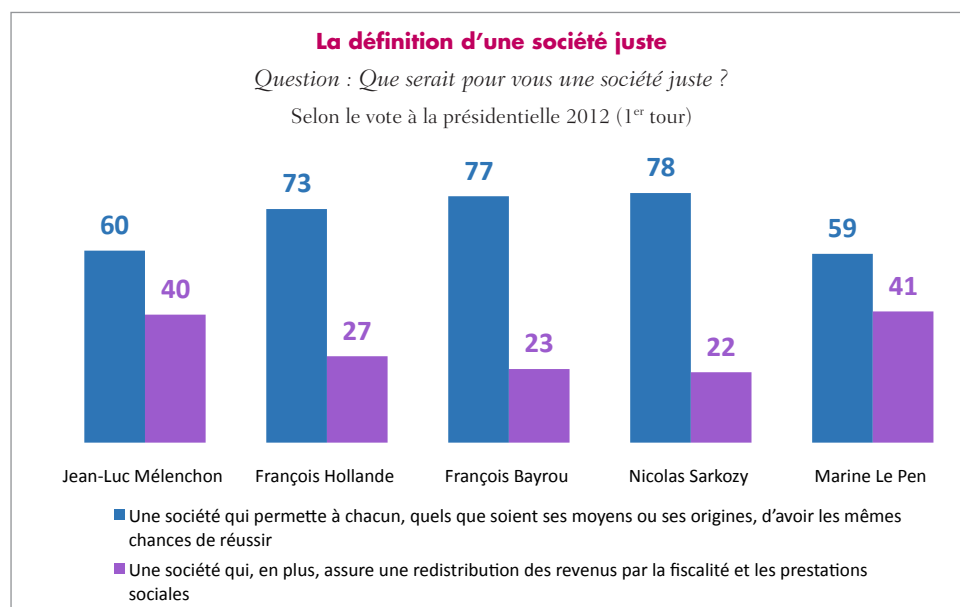


Néanmoins, il convient de noter l'anomalie relative à l'électorat frontiste, qui peut s'expliquer par une acception différente de la notion d'inégalité. Nous avons certes vu que ces électeurs étaient les plus sceptiques sur la possibilité de lutter contre les inégalités sociales. En revanche, ils apparaissent très sensibles aux inégalités entre Français et immigrés, forme d'inégalité à laquelle ils attendent donc que le parti duquel ils se sentent proches se réfère et la traite abondamment.

Un rapport des Français ambigu à la fiscalité

Une large majorité de Français croit possible de lutter contre les inégalités, mais comment procéder ? La fiscalité est-elle perçue comme un outil efficace et légitime pour ce faire ? Les résultats de l'enquête font apparaître un rapport ambigu à la fiscalité. 71 % des Français adhèrent à l'idée qu'une société juste est « une société qui permette à chacun, quels que soient ses moyens et ses origines, d'avoir les mêmes chances de réussir », contre seulement 29 % qui penchent pour la définition suivante : « une société qui, en plus, assure une redistribution des revenus par la fiscalité et les prestations sociales ». Le lien entre fonction redistributive de la fiscalité et des prestations sociales avec la justice sociale n'apparaît donc pas évident et ce alors même que les inégalités salariales ressortaient comme étant les plus criantes.

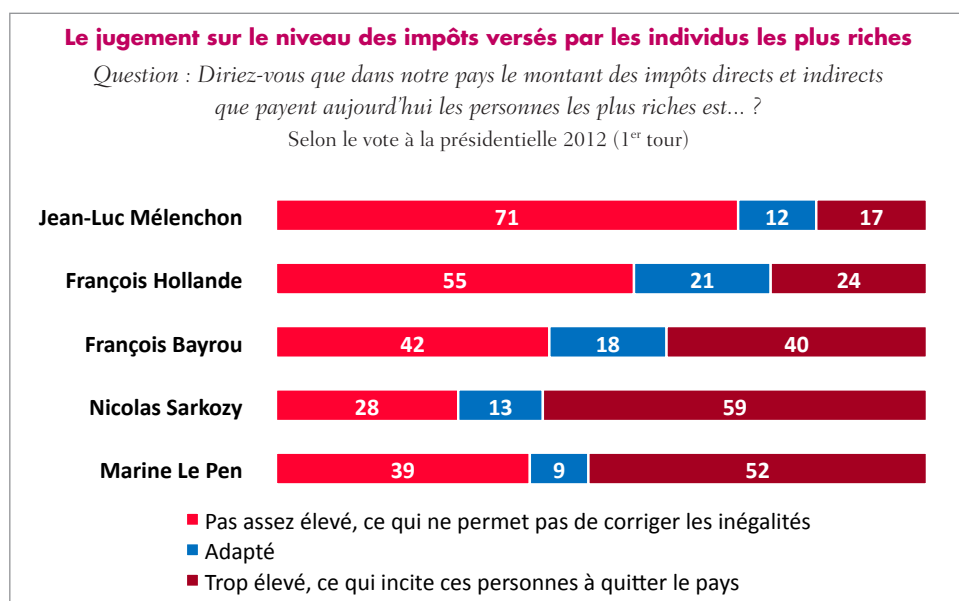
- Le principal clivage sur cette question n'est pas partisan mais social : quand seuls 23 % des CSP aisées optent pour la seconde définition (incluant la notion de redistribution fiscale et sociale), cette proportion monte à 28 % parmi les classes moyennes et à 37 % dans les milieux populaires.
- C'est cette polarisation sociologique qui explique l'aspect en U des réponses en fonction du vote à la présidentielle, les catégories populaires étant surreprésentées dans les électorats du Front de gauche et du Front national, qui sont les plus en demande de redistribution.



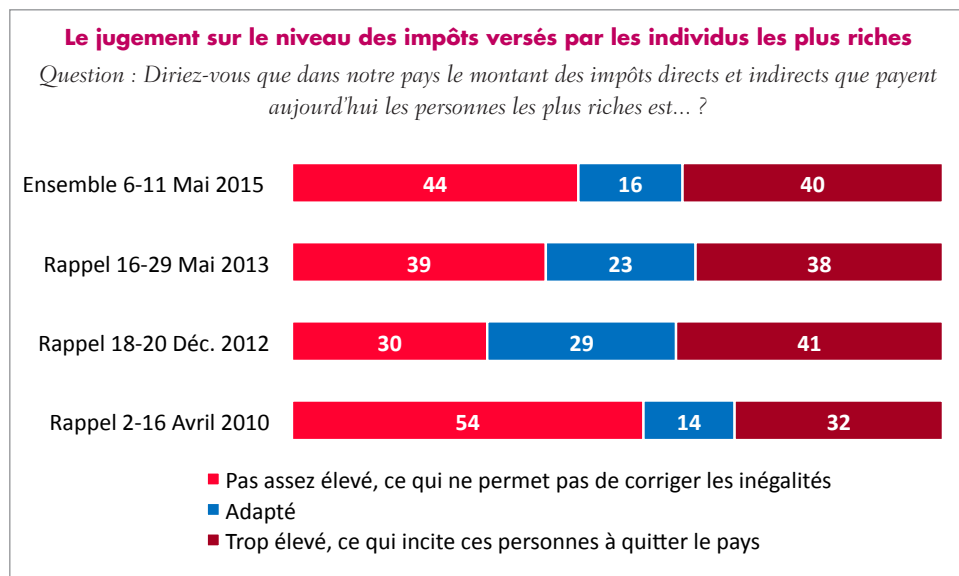
Le rapport ambigu à la fiscalité s'exprime également quand on aborde le sujet du niveau des impôts versés par les personnes les plus riches.

- L'opinion est à ce jour très partagée (alors que les inégalités de salaires sont pourtant perçues comme les plus injustes) : 44 % des Français estiment que les montants des impôts directs et indirects que payent aujourd'hui les personnes les plus riches ne sont pas assez élevés, 40 % qu'ils le sont trop, et 16 % qu'ils sont adaptés.

- Un clivage politique très fort scinde les opinions sur cette question. L'électorat de gauche est, de manière assez traditionnelle, le plus en pointe pour demander une hausse de la fiscalité des plus riches (55 % des électeurs de François Hollande et 71 % de ceux de Jean-Luc Mélenchon jugent que les impôts ne sont pas assez élevés) quand l'électorat sarkozyste plaide majoritairement pour une baisse (59 % jugent que les impôts sont trop élevés) – l'électorat centriste étant quant à lui parfaitement partagé quand celui du Front national se distingue quelque peu de celui de la droite « classique ».



- Alors que les autres indicateurs de cette étude demeuraient stables, on notera que l'opinion a très fortement et souvent fluctué sur cette question précise. Ainsi, entre avril 2010, époque où la droite – qui avait mis en place le bouclier fiscal – était au pouvoir et décembre 2012 – période où le gouvernement Ayrault devait faire face à une grogne fiscale sans précédent (mouvement des « pigeons », exil fiscal de Gérard Depardieu, etc.) –, la proportion de personnes jugeant que le niveau des impôts payés par les plus riches n'était pas assez élevé chuta de 54 % à 30 %. Depuis ce point bas, enregistré dans un contexte très particulier, cette opinion a progressivement regagné du terrain passant à 39 % en mai 2013 puis à 44 % aujourd'hui. Mais dans le même temps, la proportion qui juge ce niveau de pression fiscale trop élevé restait stable à 40 %, seuil atteint en décembre 2012 après une hausse de neuf points par rapport à avril 2010.



- Par rapport à 2010, ces évolutions ont été très contrastées selon les catégories sociales. Alors que la proportion de réponse « pas assez élevé » restait stable dans les milieux populaires (46 %), elle refluit significativement parmi les CSP+ (de 52 % à 38 %, soit -14 points) et encore davantage auprès des plus de 65 ans (de 68 % à 46 %, -22 points), catégories qui ont donc été les plus sensibles au discours sur le « matraquage » fiscal.